

JOURNEE MONDIALE DE L'ALIMENTATION

"Investir dans l'agriculture pour la sécurité alimentaire".

Le monde y gagnera

La FIMARC, Fédération Internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholiques, se réjouit de célébrer comme chaque année la Journée Mondiale de l'Alimentation. Le thème retenu par la FAO pour cette journée nous paraît d'importance même si nous eussions préféré la terminologie de Souveraineté alimentaire, qui permet aux paysans de décider de leur production, en lieu et place de sécurité alimentaire. En effet, personne ne peut s'opposer au développement de la sécurité alimentaire, en ce compris les multinationales, un des acteurs majeurs de la destruction de l'agriculture familiale paysanne.

Comme beaucoup nous relevons ce paradoxe d'une population qui souffre de malnutrition alors qu'elle est à la base de la production alimentaire mondiale. Nous ne pouvons donc qu'être d'accord avec la nécessité d'investissement dans l'agriculture et le développement rural. Toutefois, il nous paraît extrêmement limitatif de ne parler que d'investir dans le secteur agricole y compris avec un soutien à l'éducation et à la santé, si les politiques commerciales à l'œuvre actuellement ne sont pas fondamentalement remises en question.

Nous savons que la production actuelle est suffisante pour nourrir la planète, que les recherches dans le secteur agro alimentaire continuent à se développer et qu'il serait donc possible d'assurer la sécurité alimentaire de la population mondiale, simplement via l'aide alimentaire, le développement des OGM et une agriculture industrielle, faisant des paysans, au mieux, des ouvriers agricoles au service de ces industries.

Nous avons donc beaucoup de doutes et de questions sur le nouveau modèle de coopération qui est prôné, dans le développement de relations entre les secteurs publics et privés. Nous sommes d'accord qu'il est nécessaire d'établir un environnement plus propice aux investissements dans le secteur de l'agriculture, de fournir des biens publics de base comme les infrastructures rurales, spécialement pour tout ce qui concerne les communications mais nous avons de grandes craintes de voir encore disparaître plus de petits paysans en proposant le rapprochement des producteurs et de l'agro industrie et d'établir des catégories de produits et des normes pour leur production, de même sans doute que l'imposition de normes pour leur transformation, l'emballage et la commercialisation.

Plutôt que de voir « Les supermarchés en passe de devenir les principaux intervenants des chaînes d'approvisionnement alimentaire nationales et régionales... », nous proposons d'équiper les paysans eux mêmes pour qu'ils amènent à leurs produits une valeur ajoutée qui leur permettraient de bénéficier directement de leur production, plutôt que de se satisfaire d'être les ultimes maillons de la chaîne et de ce fait d'en être les derniers bénéficiaires. Ne nous trompons pas de cible, il ne s'agit pas d'investissement pour pallier aux problèmes des agro-industries des pays en développement tels que « mauvaise qualité des routes, des chemins de fer et des infrastructures de marché, absence de catégories de produits et de normes reconnues, faiblesse des structures juridiques permettant de faire respecter les contrats et difficulté à faire des affaires avec un nombre élevé de petits exploitants agricoles » mais du développement de l'agriculture paysanne.

Nous partageons avec la FAO le fait que le secteur public a à jouer un rôle dans ce domaine en y investissant les capitaux nécessaires et en encourageant les coopératives. Notre monde a besoin de plus d'Etat, mais des Etats qui sont suffisamment autonomes pour établir des politiques au service de leur population.

C'est bien cette position d'une économie solidaire, de l'accès à la souveraineté alimentaire, dans la concertation avec les pouvoirs publics pour la définition des politiques agricoles et commerciales, que nous défendons pour tous les producteurs, dans la transparence et la bonne gouvernance, et qui verra non pas un secteur se développer au détriment de l'autre mais au bénéfice de l'ensemble de la population par une production de qualité, dans le respect de la culture de chaque pays et permettant à chacun de satisfaire son droit légitime à l'alimentation.

Octobre 2006

Membre de la Conférence des OIC
Observateur auprès de la FAO
Consultant auprès de l'ECOSOC
Consultant auprès de l'UNESCO

Secrétariat de la FIMARC aisbl
rue Jaumain 15
5330 ASSESSE
BELGIQUE

Banque : 250-0132789-81
E-mail : fimarc@skynet.be
TEL/FAX. +32-(0)83-65 62 36
